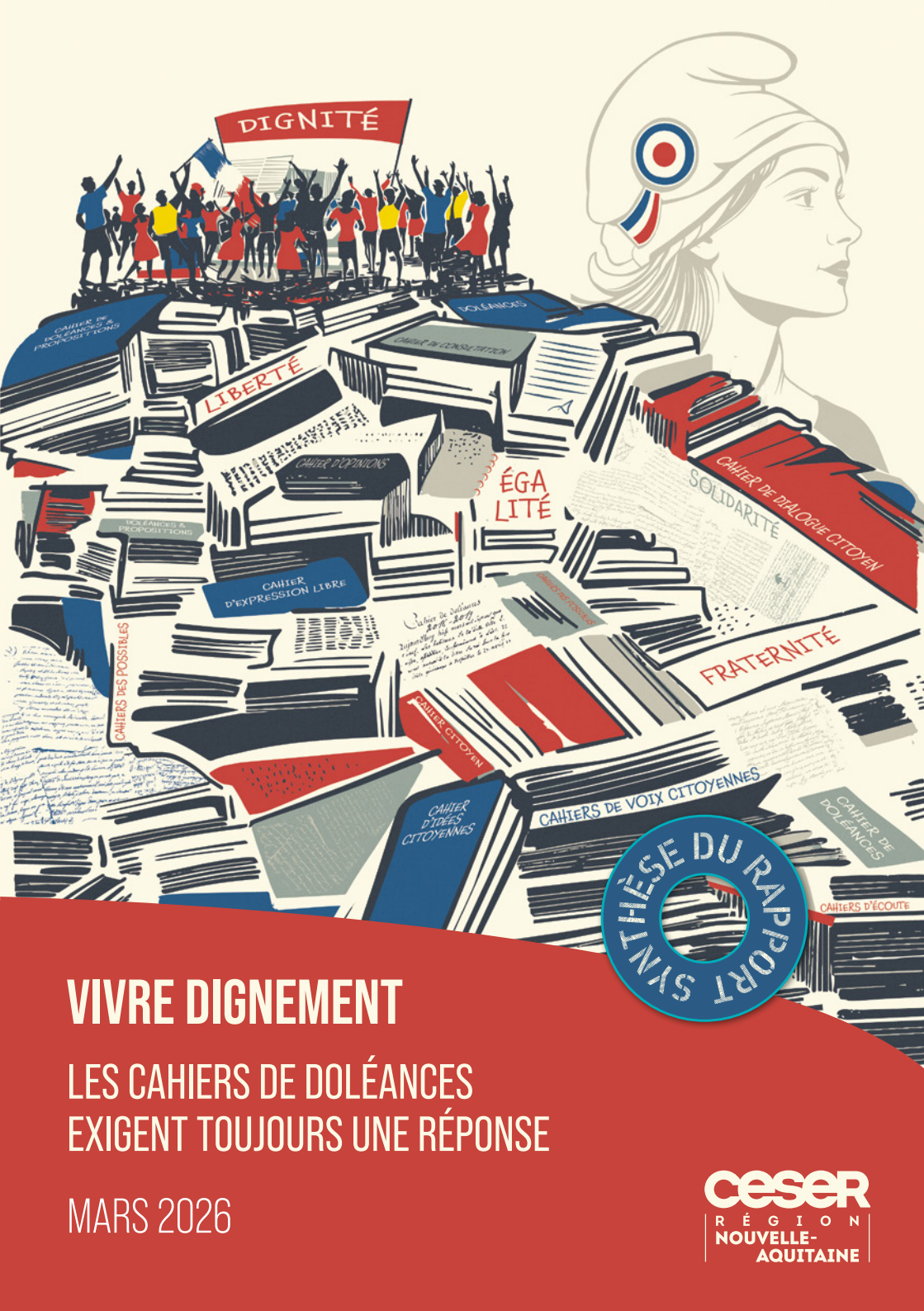
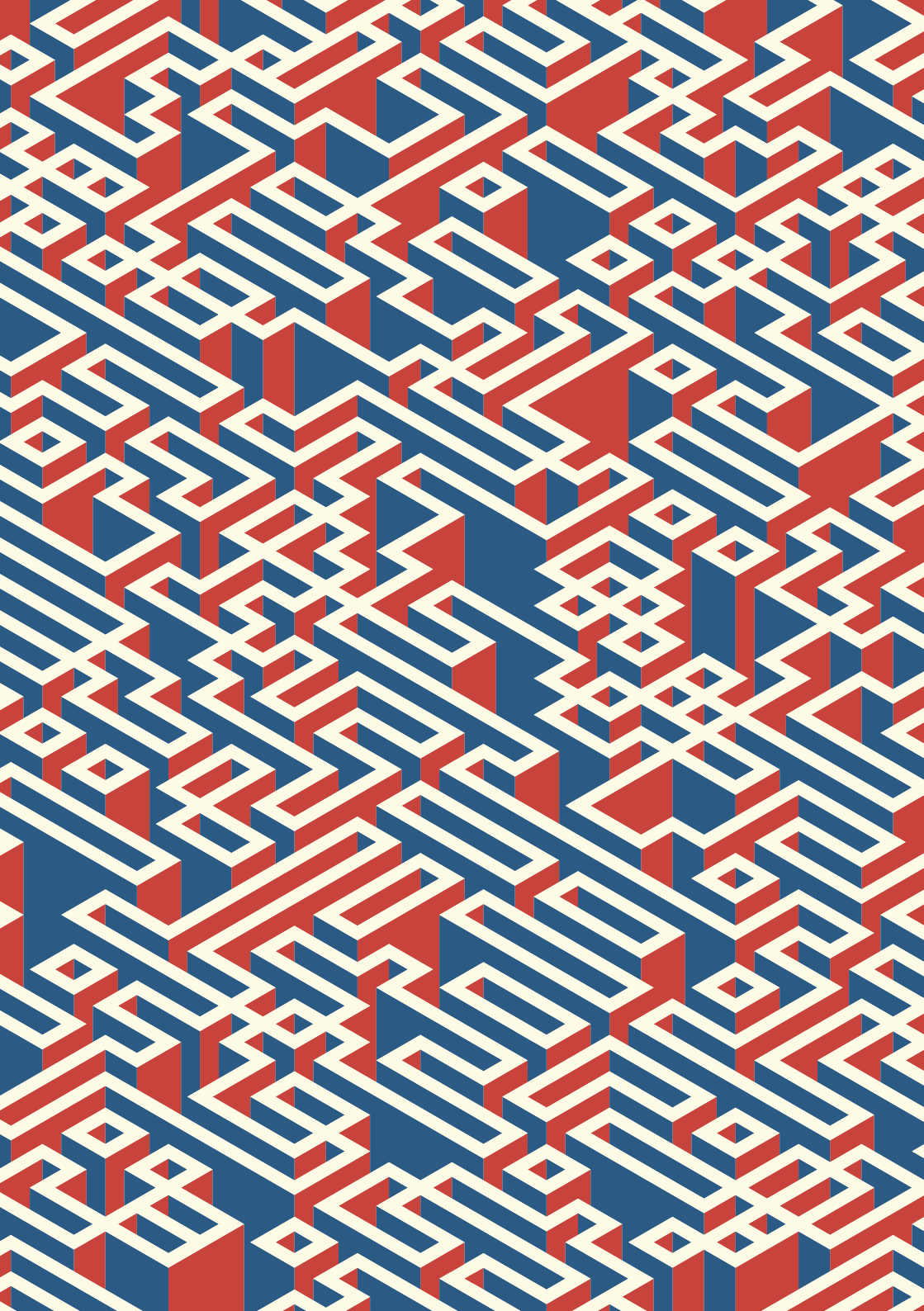




LES CAHIERS DE DOLÉANCES EXIGENT TOUJOURS UNE RÉPONSE

Ceser
RÉGION
NOUVELLE-
AQUITAINE



VIVRE DIGNEMENT

Les cahiers de doléances exigent toujours une réponse

Été 2024 : alors que le président de la République vient de dissoudre l'Assemblée nationale, la France connaît une crise politique majeure. Le Premier ministre envisage de reprendre l'analyse des cahiers de doléances rédigés en 2018-2019 afin d'aboutir à un plan de réformes. Son gouvernement tombe. Le gouvernement nouvellement nommé réitère cette volonté en janvier 2025. Aujourd'hui, toujours pas de plan de réformes issu de l'analyse promise.

Le président de la Région, Alain Rousset, a saisi le CESER en mars 2024 afin de mieux appréhender le vécu et les attentes des Néo-Aquitain-es et d'améliorer les politiques régionales. À l'issue de plusieurs mois d'étude, le constat est clair pour les membres de l'assemblée consultative régionale : les doléances appellent à une reconnaissance de la dignité citoyenne, dans ses dimensions sociales et politiques.

Si l'État dispose des leviers les plus importants pour répondre aux doléances, la Région en dispose également.

Une méthode fondée sur trois sources

En raison des caractéristiques des cahiers de doléances, de l'échelle de l'analyse (niveau régional) et des moyens disponibles, la méthode du rapport repose sur trois éléments :

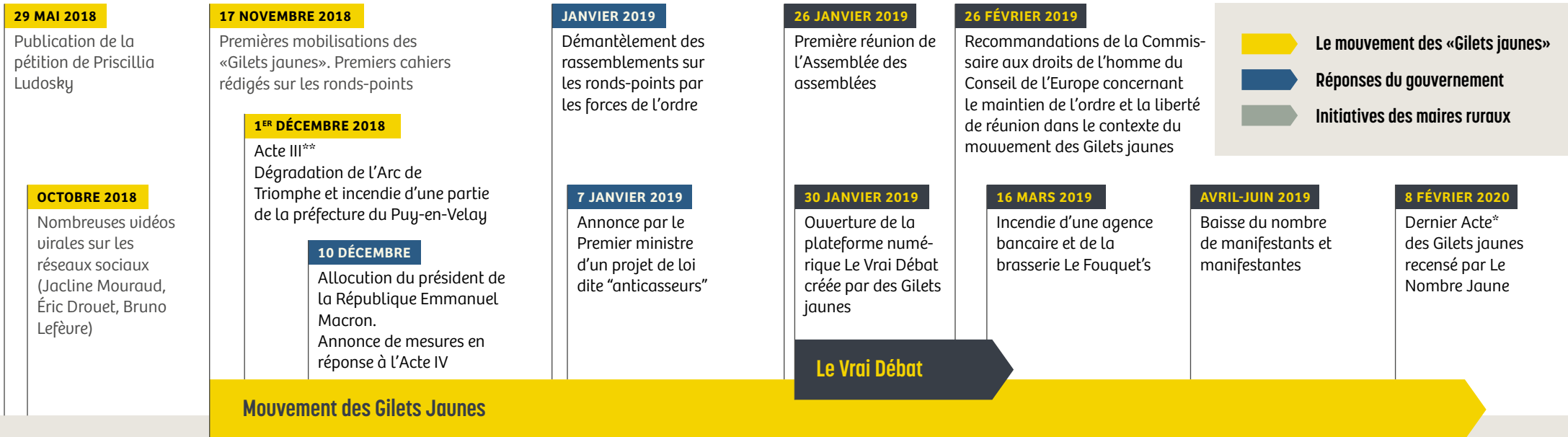
- 1 | La lecture et l'analyse d'un échantillon de cahiers aux Archives de cinq départements de la Région Nouvelle-Aquitaine** (Deux-Sèvres, Dordogne, Gironde, Pyrénées-Atlantiques, Vienne).
- 2 | Des auditions** de chercheurs et chercheuses, de responsables politiques régionaux et locaux et d'acteurs et actrices de la société civile.
- 3 | Un appui substantiel sur les travaux scientifiques existants et en cours**

Le saviez-vous ?

Grâce à l'engagement des chercheur-es et au soutien de plusieurs collectivités territoriales, la Nouvelle-Aquitaine est l'une des régions où les recherches sur les cahiers de doléances sont les plus nombreuses. La Région Nouvelle-Aquitaine et les Conseils départementaux de la Charente-Maritime, de la Gironde, des Landes, du Lot-et-Garonne et de la Haute-Vienne cofinancent notamment le projet de recherche « Doléances ».

CONTEXTE D'ÉMERGENCE ET RÉDACTION

Gilets jaunes et cahiers de doléances



**Les manifestations dans les centres villes des grands centres urbains se sont rapidement ritualisées, tous les samedis, en «actes».

ROMPRE AVEC LES IDÉES REÇUES

Gilets jaunes et cahiers de doléances

Les travaux de recherche ont permis de rompre avec les idées reçues sur le mouvement des Gilets jaunes et les cahiers de doléances, entretenues par certains discours politiques et médiatiques, et de restituer toute la complexité de ce mouvement.

Idées reçues sur les cahiers de doléances

Seuls les Gilets jaunes ont rédigé des doléances **FAUX**

Si les premiers cahiers sont nés sur les ronds-points, d'autres cahiers ont ensuite été ouverts par des maires dans leurs mairies, puis dans le cadre du Grand débat national. Sur l'ensemble des cahiers, une part non négligeable de contributeur·rices ne semble pas avoir participé au mouvement des Gilets jaunes.

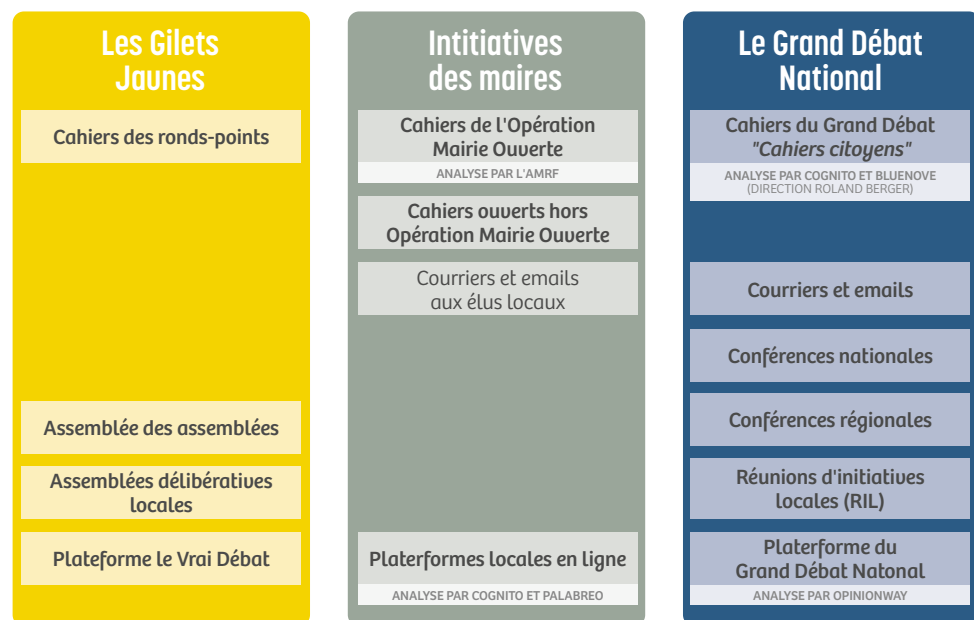


Figure 2 : Les espaces d'expression citoyenne ouverts au cours du mouvement des Gilets jaunes et du Grand débat national

Idées reçues sur les Gilets jaunes

Des électeurs et électrices « extrêmes » **INEXACT**

Parmi les Gilets jaunes interrogés dans diverses enquêtes, on trouve à la fois une part significative d'électeurs et d'électrices du Rassemblement national et de la France Insoumise, et une part non négligeable d'électeurs·rices des partis de gauche modérée et de droite. Seul·es les électeur·rices de la majorité présidentielle sont quasi-absent·es.

Des abstentionnistes

FAUX

Le taux d'abstention des personnes ayant participé au mouvement des Gilets jaunes n'était pas supérieur au taux d'abstention de la population générale.

Un mouvement anti-écologie

FAUX

Les Gilets jaunes, tout comme les rédacteurs et rédactrices des doléances, n'étaient pas climatosceptiques. Ils et elles ont défendu des politiques écologiques plus justes sur les plans social et territorial, qui prennent en compte la contribution différente de chacun·e à la crise écologique. Pour autant, l'écologie semble avoir occupé une position moins centrale et récurrente que les enjeux démocratiques, de pouvoir de vivre et de justice sociale.

Un mouvement antiféministe

FAUX

Si les femmes ont toujours été présentes dans les mouvements sociaux, elles ont connu une visibilité relativement singulière au sein de ce mouvement. Elles ont occupé des rôles d'organisation et de coordination. Comme dans les cahiers de doléances, elles ont fortement contribué à transformer des problèmes de la vie quotidienne en problèmes publics. Pour autant, les femmes Gilets jaunes ont connu des inégalités de genre et des cas de violences sexistes et sexuelles ont été recensés.

Une mobilisation de la « France périphérique »

INEXACT

Si le mouvement a émergé dans les territoires périurbains et ruraux peu denses, les habitant·es des grands centres urbains ont rapidement rejoint le mouvement dans le cadre de grandes manifestations. C'est une différence majeure par rapport aux cahiers de doléances, où la participation a été plus importante dans les communes peu denses.

Une mobilisation des classes populaires

INEXACT

Les catégories moyennes et populaires, y compris les plus précaires, étaient fortement présentes dans le mouvement mais également les catégories moyennes supérieures, notamment du secteur public (enseignant·es).

Un mouvement « populiste »

FAUX

Dans le cas des Gilets jaunes comme des doléances, l'opposition entre « eux » et « nous » n'a pas le même fondement que celle des populismes de droite (fondements identitaires) ou de gauche (fondements d'inspiration marxistes). Elle se fonde davantage sur la critique des responsables politiques nationaux. Le mouvement a refusé toute forme de leader charismatique et de représentation. Il a promu l'horizontalité et l'auto-organisation.

Un mouvement typiquement français et inédit

INEXACT

Le mouvement est singulier à plusieurs égards et a durablement marqué l'histoire sociale nationale, mais il s'inscrit dans une évolution générale et mondiale des mouvements sociaux, nommés « mouvements d'occupation ».

LES CARACTÉRISTIQUES DES DOLÉANCES

Profil, formes, destinataires

La participation de catégories parmi les plus éloignées des espaces de décision
Malgré la diversité des profils et un manque de données précises, quelques tendances émergent :

- Une forte présence des catégories populaires et moyennes
- Les habitant·es des territoires peu denses
- Les retraité·es, et notamment les retraité·es aux pensions modestes
- Les femmes en situation de précarité (métiers du soin et du lien social, mères célibataires, retraitées)
- De rares contributions des Gilets jaunes dans les cahiers ouverts en mairie

Comme dans le cas des Gilets jaunes, une volonté « rare sinon inédite, de légitimation de leur parole en tant qu'individus ordinaires devenus protagonistes de l'Histoire, pleinement citoyens » (Buton, 2024).

Des formes et des styles divers

Une diversité de formes et de styles (manuscrits/dactylographiés ; contributions individuelles ou collectives ; seule signature ou transmission des coordonnées).

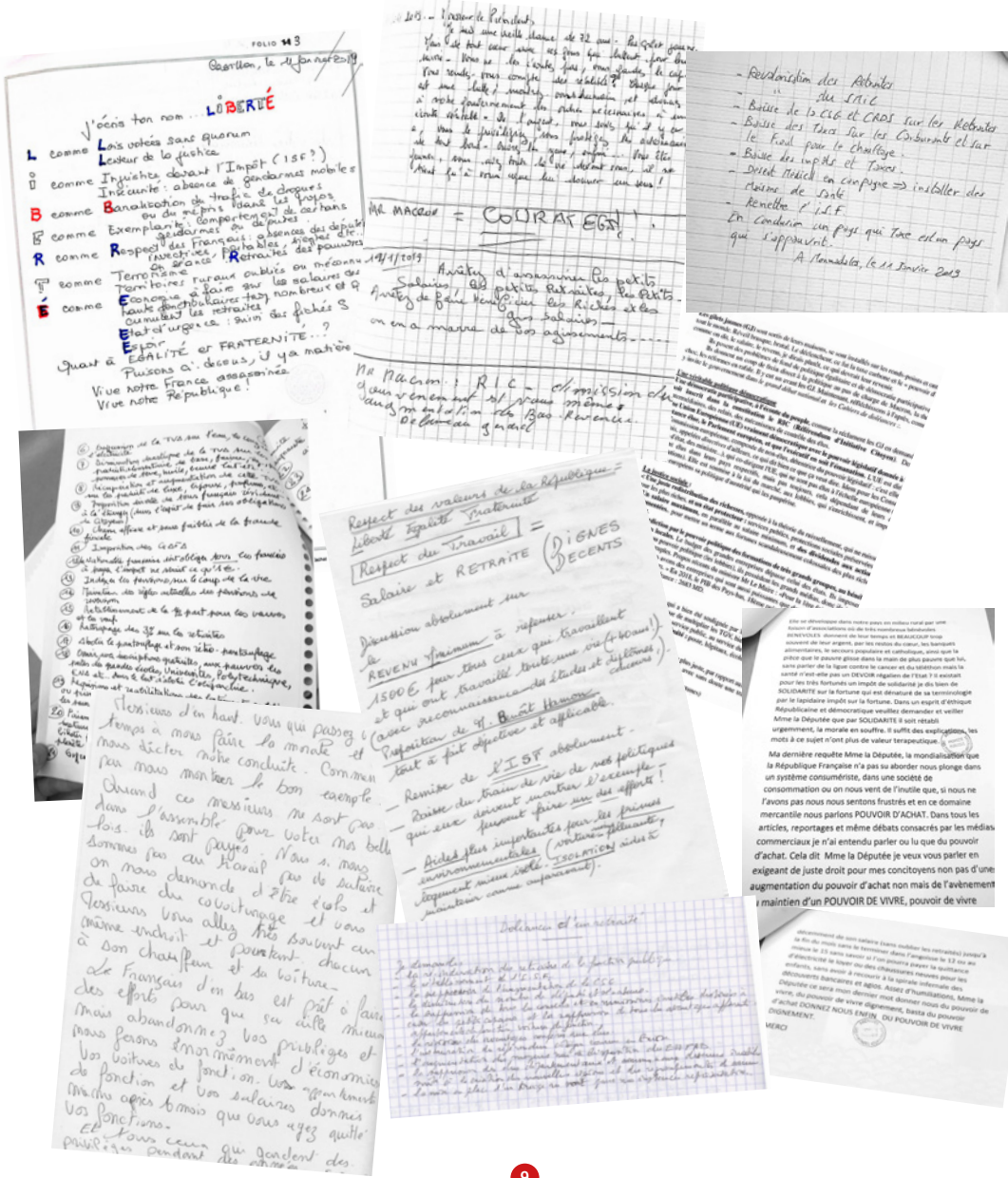
Une volonté de dialogue et une contribution collective à la définition des problèmes publics, et donc de l'intérêt général :

- Par des listes de propositions : caractère impersonnel et universel, reprenant la forme d'un programme politique.
- Par des témoignages rédigés à la première personne, à destination de « M. le Président » : la transformation d'éléments de la vie quotidienne en problèmes politiques nécessitant une réponse des pouvoirs publics. L'emploi de formes d'expression propres au débat politique.



L'interpellation des responsables politiques nationaux

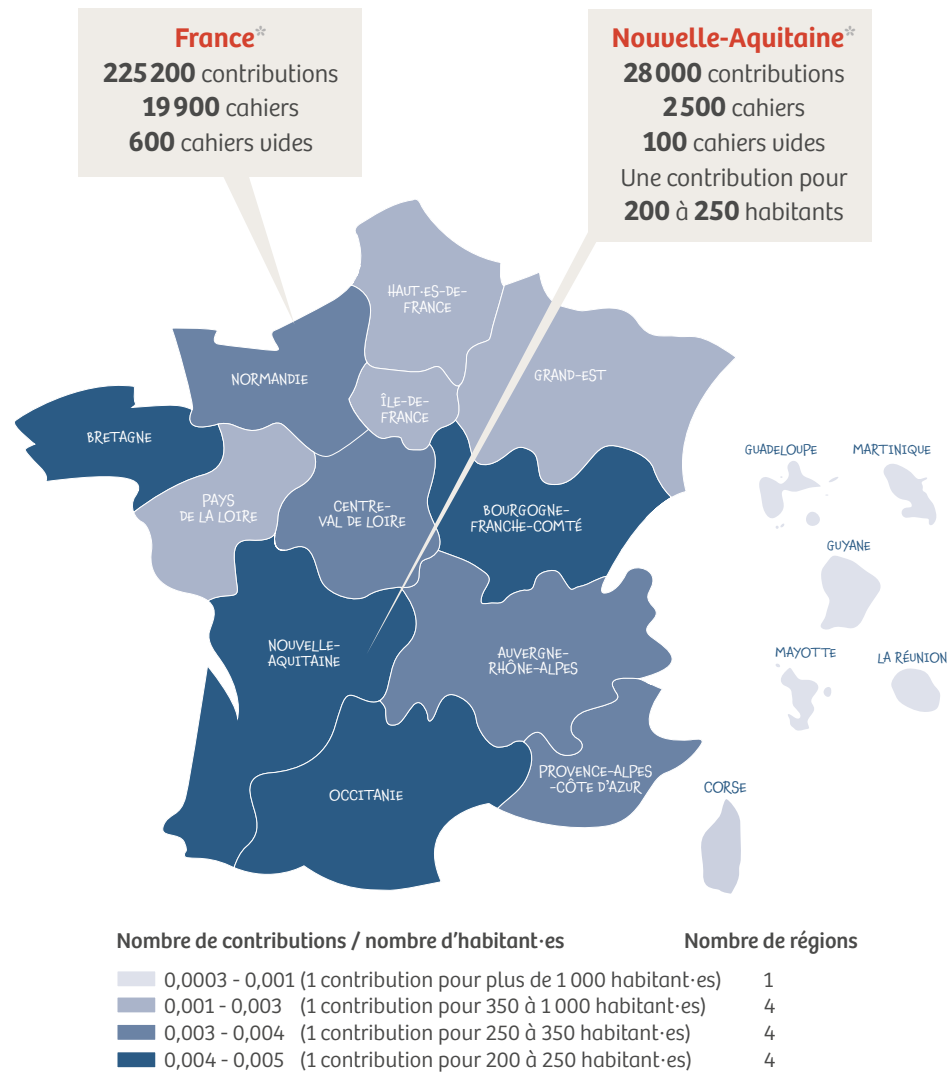
Des doléances le plus souvent adressées au président de la République et à son Gouvernement. Les parlementaires régulièrement ciblés. Des maires, relais entre leurs concitoyen·nes et les institutions nationales. La Région relativement absente de manière explicite (la taille de la région et la loi NOTRe [2015] parfois mentionnées)



LES TERRITOIRES LES PLUS MOBILISÉS

Cahiers de doléances

La Nouvelle-Aquitaine, une des régions à la participation la plus élevée aux cahiers de doléances



Nombre de contributions par nombre d'habitant-es dans les régions

Sources des données : Cahiers citoyens (Archives Nationales) corrigés par Sabine Ploux ; Recensement de la population 2018 (INSEE) ; Admin Express 2018 et Plan 2025 (IGN)

*Valeurs arrondies au millième ou au centième

Des différences de participation

Mouvement des Gilets jaunes

Une forte participation dans les territoires peu denses mais des habitant-es des territoires périurbains et ruraux rejoints par des habitant-es des territoires urbains, dans les grandes manifestations.

En Nouvelle-Aquitaine, une mobilisation importante des territoires de montagne et des départements charentais.

Ouverture des cahiers de doléances dans les mairies

Toutes les communes n'ont pas ouvert de cahiers de doléances.

Des différences notables entre départements.

Participation aux cahiers de doléances dans les mairies

Une participation plus forte dans les communes rurales peu denses, une fois rapportée à leur population.

Une participation importante sur le littoral atlantique, dans le sud-est de la France et le Massif central.



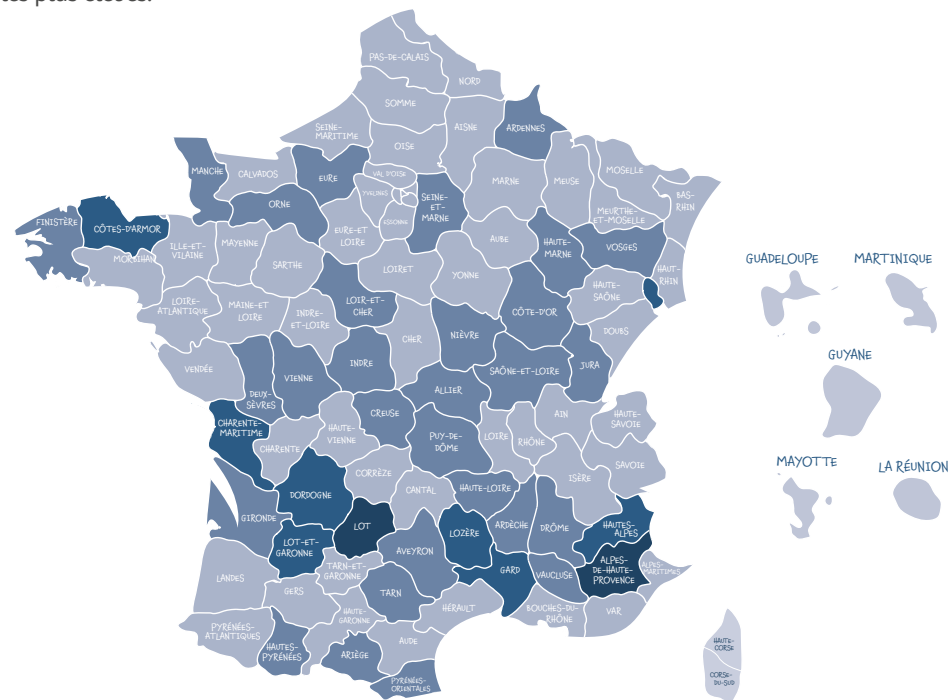
LES TERRITOIRES LES PLUS MOBILISÉS

Cahiers de doléances

D'importantes différences infrarégionales

En Nouvelle-Aquitaine, une participation importante en Charente-Maritime, en Dordogne et dans le Lot-et-Garonne.

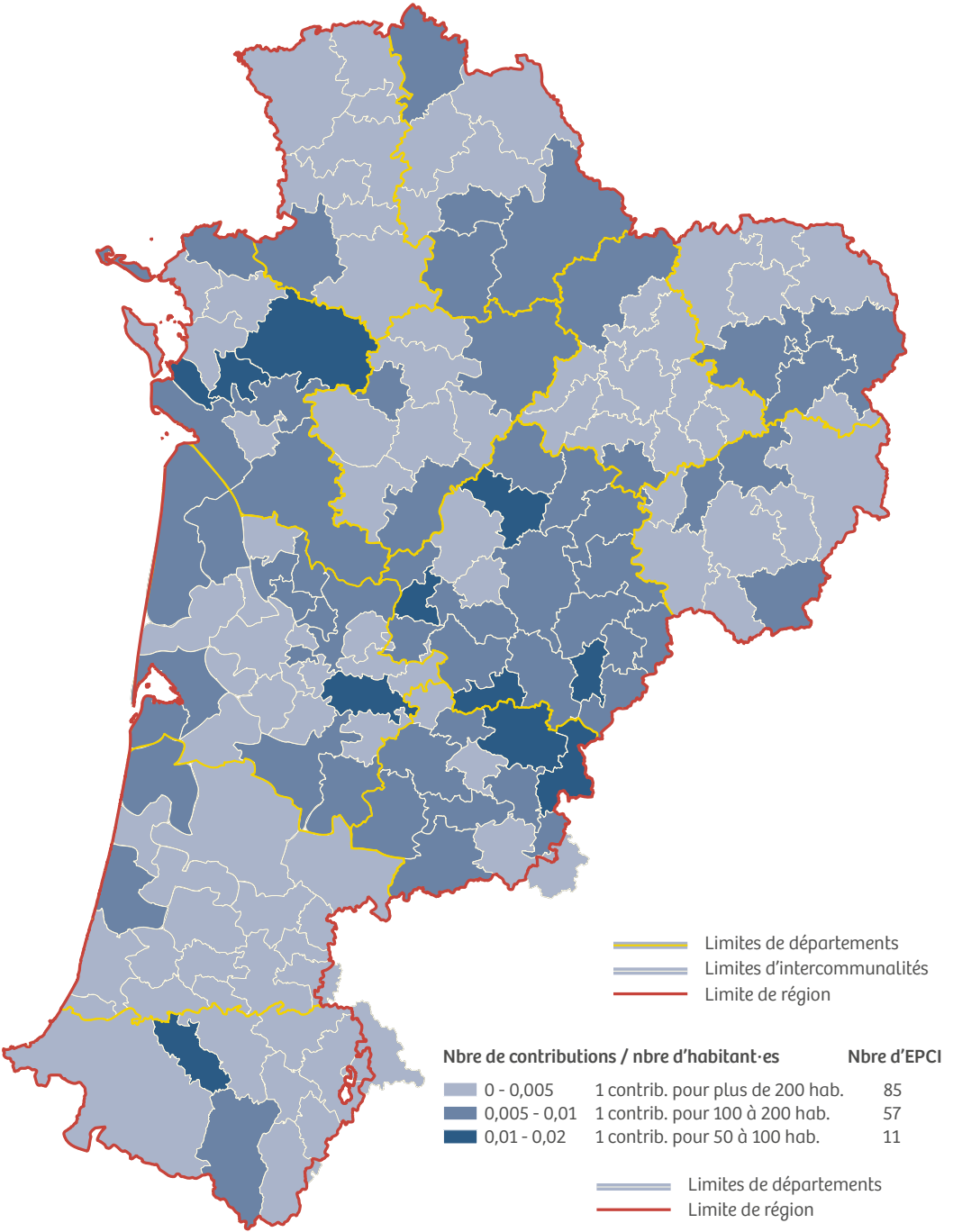
Une participation élevée dans les intercommunalités souvent les moins denses, les plus éloignées des grands centres urbains, des grands axes de circulation et aux taux de pauvreté parmi les plus élevés.



Nombre de contributions / nombre d'habitant-es		Nombre de départements
0,001 - 0,004	(1 contribution pour plus de 250 habitant-es)	57
0,004 - 0,006	(1 contribution pour 165 à 250 habitant-es)	29
0,006 - 0,008	(1 contribution pour 125 à 150 habitant-es)	8
0,008 - 0,015	(1 contribution pour 70 à 120 habitant-es)	2

Nombre de contributions par nombre d'habitant-es dans les départements

Sources des données : Cahiers citoyens (Archives Nationales) corrigés par Sabine Ploux; Recensement de la population 2018 (INSEE); Admin Express 2018 et Plan 2025 (IGN)



Nbre de contributions / nbre d'habitant-es		Nbre d'EPCI
0 - 0,005	1 contrib. pour plus de 200 hab.	85
0,005 - 0,01	1 contrib. pour 100 à 200 hab.	57
0,01 - 0,02	1 contrib. pour 50 à 100 hab.	11

— Limites de départements
— Limites d'intercommunalités
— Limite de région

Nombre de contributions par nombre d'habitant-es par intercommunalités en Nouvelle-Aquitaine

Sources des données : Cahiers citoyens (Archives Nationales) corrigés par Sabine Ploux; Recensement de la population 2018 (INSEE); Admin Express 2018 et Plan 2025 (IGN)

POUR LA DIGNITÉ CITOYENNE

Les grandes thématiques dans les doléances

Viure dignement

Réduire les inégalités vécues comme croissantes entre « eux » et « nous »

« Eux »

Les responsables politiques nationaux, les grandes entreprises multinationales, les plus fortunés, « les grands ».

« Nous »

De manière variable et plus ou moins explicite : les retraité·es, notamment les plus modestes, les personnes en situation de précarité, notamment les femmes, les habitant·es des territoires peu denses, les professions indépendantes, les « petits ».

La dignité citoyenne fondée sur deux piliers

La citoyenneté sociale : le pouvoir de vivre (une notion plus large et précise que la notion de pouvoir d'achat).

La citoyenneté politique : le pouvoir d'agir (une participation citoyenne qui ne se limite pas à l'élection et aux consultations épisodiques).

Des différences territoriales à analyser finement

La récurrence des sujets d'envergure nationale dans tous les territoires.

Des différences territoriales à analyser au cas par cas, par thématique et par territoire.

« Depuis 40 ans,
ils ont écrit une histoire
sans nous, le peuple »

(Extrait,
Pyrénées-
Atlantiques)

« Il me semble que dans un pays
comme le nôtre, l'égalité est en
friche et il existe bien 2 classes
= celle des riches dont il semble
dont le que le Président
de la République soit à l'écoute
et celle de ceux qui survivent
quotidiennement. »

(Extrait, Aiffrès,
Deux-Sèvres)

« Monsieur le Président, tous ces
politiques, leurs femmes ou maris,
réduisez vos dépenses, vos services
personnels. Et tous ces anciens
politiques qui continuent à
bénéficier de leurs avantages. [...] »

(Extrait,
Pyrénées-
Atlantiques)

Entre vous,
les politiques en activité, les anciens
politiques, les fortunés et nous, les
travailleurs, les retraités, les chômeurs,
les étudiants, l'écart est trop grand »

« Arrêtez d'assassiner les
petits salaires, les petites
retraites, les petits. Arrêtez
de faire bénéficier les
riches et les gros salaires. »

(Extrait,
Libourne,
Gironde)

L'expression des habitant·es des territoires peu denses

Les cahiers de doléances : une opportunité rare d'étudier les territoires ruraux tels que définis par leurs habitant·es et de se départir des conceptions stigmatisantes ou extérieures à ces territoires.

Un mode de vie présenté comme singulier

Une expérience et des vécus communs, des pratiques partagées.

Un mode de vie comparé à celui des habitant·es des grandes villes.

Un mode de vie revendiqué et vécu comme remis en cause et à défendre.

Le sentiment d'être les « oubliés » de la grande région

Un fort sentiment d'appartenance au territoire.

Un sentiment partagé d'ignorance et de mépris manifesté par les responsables politiques nationaux à l'égard de leurs conditions de vie.

Un sentiment d'injustice : une contribution égale par l'impôt mais un traitement différencié qui se traduit par le manque de services de proximité.

Un sentiment d'éloignement.

L'accès aux services de proximité : un enjeu majeur

Mobilité : offre de transports locale faible ou insuffisante, fermeture des services de proximité, dépendance à la voiture individuelle, coût des déplacements, immobilité subie.

Santé : la dénonciation de la désertification médicale, la médecine générale au cœur des préoccupations.

Des élu·es locaux qui partagent ces préoccupations.

Les voitures polluent, je suis
d'accord, ainsi que les avions
etc... mais dans nos campagnes,
il nous faut prendre notre
véhicule tous les jours pour
aller travailler (pas de
bus... ni aucun autre
moyen de transport)
et je ne vois pas
comment une voiture
électrique pourrait être la
solution (pas assez
d'autonomie, pas assez de
bornes de recharge, coût trop
élevé, et quand elles seront
usées comment recyclerez-vous
les batteries et autres
éléments électroniques de cette
voiture?).

(Extrait, Cachen, Landes)

La ruralité est
essentielle, c'est elle
qui alimente la ville.
Ne la laissons pas
mourir.

(Extrait,
Dordogne)

Ici on a
plus rien

(Extrait,
Creuse)

ici on
crève!!!

(Extrait, Creuse)

POUR LA DIGNITÉ CITOYENNE

Les grandes thématiques dans les doléances

La citoyenneté sociale

Le pouvoir de vivre

(Sur)vivre avec des budgets contraints

Des dépenses contraintes qui augmentent.

Des revenus trop faibles : retraites, bas salaires (SMIC), professions indépendantes, minima sociaux.

Demande de justice sociale et fiscale

Rétablir l'ISF, suppression de la CSG sur les retraites, progressivité de l'impôt, suppression de la TVA sur les produits de première nécessité, fiscalité plus équitable entre petites et grandes entreprises, etc.

Expression singulière de certaines catégories souvent invisibilisées

Retraité·es modestes, femmes précaires, mères célibataires, personnes en situation de handicap

Accès et qualité des services de proximité

Accessibilité, qualité et modes de gestion des services publics (gestion directe, délégation de service public, privatisation).

Écologie solidaire

Répartition juste de l'effort, entre adhésion aux idées et contraintes économiques et territoriales, entre effort individuel et changements globaux, nécessité d'un processus démocratique.

La citoyenneté politique

Le pouvoir d'agir

La dénonciation des « avantages et privilèges » perçus des responsables politiques nationaux

Une forte exigence de probité, d'exemplarité et de sobriété des responsables politiques nationaux.

La valorisation des élus et des élues locales.

Une demande d'écoute et de renforcement de la participation citoyenne

Référendum d'initiative citoyenne (RIC), reconnaissance des initiatives citoyennes, valorisation de l'engagement associatif et bénévole, reconnaissance des mouvements sociaux comme forme d'expression citoyenne légitime.

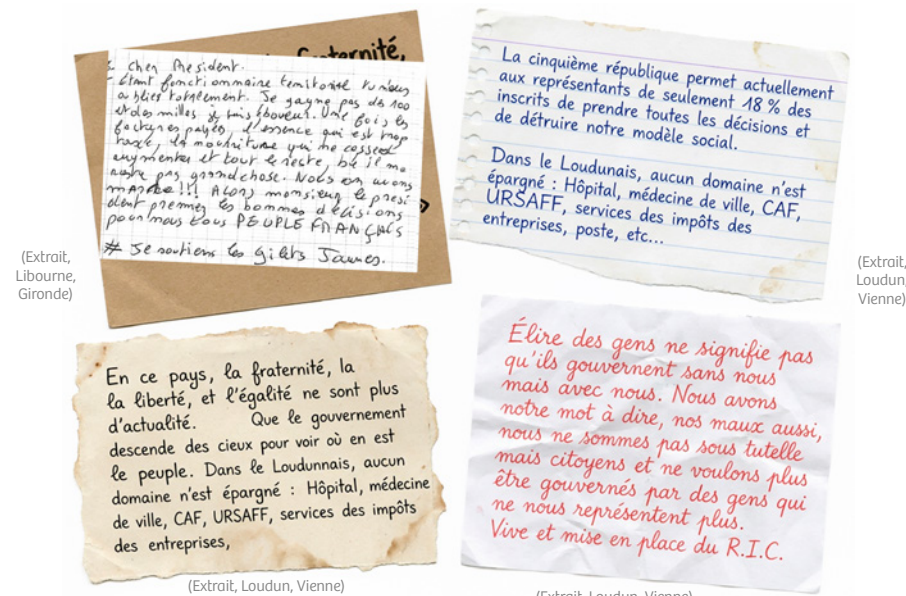
Une exigence de réponses concrètes

Entre espoir d'être lu·es et fatalisme concernant l'issue du Grand débat.

La réaffirmation du principe de redevabilité des responsables politiques : donner des suites concrètes aux dispositifs de participation citoyenne et rendre compte des décisions.

L'attachement aux valeurs républicaines

et des contributions plus rares sur la souveraineté nationale



LA RUPTURE DU CONTRAT SOCIAL

Diagnostic général

Les promesses du contrat social non tenues

Le contrat social : un ensemble de droits, de devoirs, de règles juridiques, de responsabilités incombant aux institutions, et de récits et promesses qui fondent notre société. Un équilibre hérité de la Révolution française et en constante évolution.

Le contrat social fondé sur quatre pactes implicites.

Des promesses non tenues : des mutations économiques, sociales, politiques et technologiques qui fragilisent notre contrat social.

Des effets sociaux et politiques

Le sentiment de ne plus appartenir à la norme sociale pour une partie de la population et une crise des seuils de la vie : la mise à mal de l'idéal méritocratique républicain dans un contexte de crise structurelle, la difficulté à s'autonomiser du foyer familial et à vivre dignement, la difficulté à offrir des conditions de vie meilleures à ses enfants et finir sa vie dans de bonnes conditions, grâce aux fruits de son travail.

Plutôt qu'un sentiment d'abandon, un sentiment d'injustice dans les territoires peu denses : une même mise à contribution par l'impôt (volet fiscal) et le poids des obligations réglementaires décidées loin de ces territoires (volet réglementaire et démocratique), mais un traitement différencié en matière d'accès aux services de proximité.

La généralisation de la volonté de s'en sortir sans dépendre de personne et d'une conception plus ou moins restreinte de la solidarité.

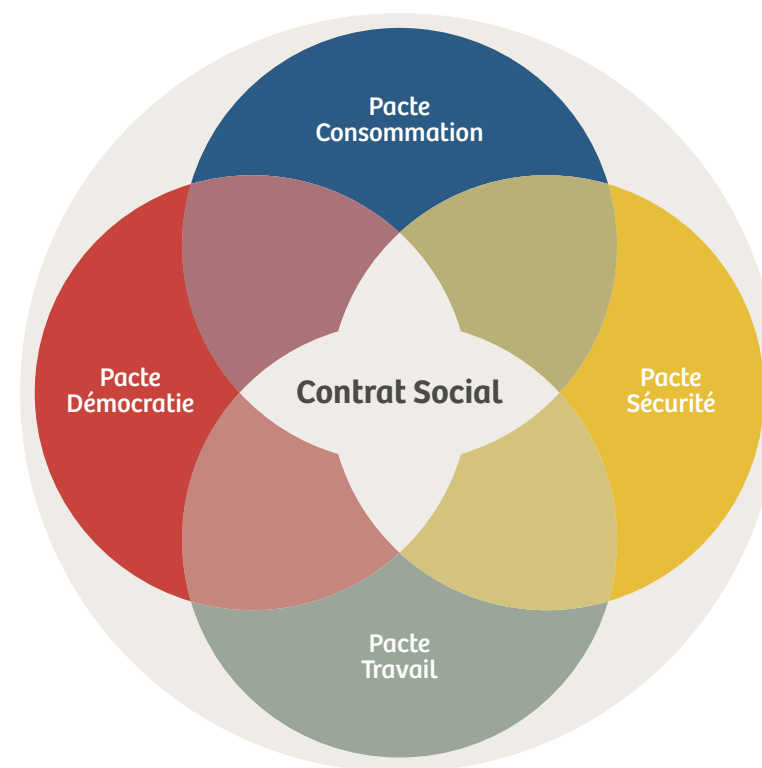


Trois enjeux identifiés

Enjeu 1 : Radicaliser la démocratie

Enjeu 2 : Garantir la continuité territoriale

Enjeu 3 : Pouvoir de vivre et écologie solidaire



Schématisation des quatre pactes sociaux constitutifs du contrat social

Source : à partir de l'étude de l'Institut du développement durable et des relations internationales (IDDR) : Saujot et al., op. cit., p. 6)

ENJEU 1 : RADICALISER LA DÉMOCRATIE

DIAGNOSTIC

La défiance croissante envers les institutions démocratiques

- Des taux d'abstention qui **ne baissent pas** (Fourquet, 2026).
- **83 %** des interrogé·es pensent que leur avis n'est que « **peu** » ou « **pas du tout** » pris en compte par les responsables politiques (CEVIPOF, 2024).
- **Pas de dépolitisation massive**. Une diversification des formes de participation citoyenne et un recours plus fréquent aux formes protestataires chez les moins de 35 ans (Muxel, 2017).

Les raisons de la défiance

- **La perte de reconnaissance sociale** (Rouban, 2022) et la généralisation du ressentiment (Cynthia Fleury, 2020).
- Les préoccupations financières et le sentiment **d'exclusion sociale** (CESE, 2024).
- La **professionnalisation** des responsables politiques et les mutations de la vie politique française.
- Un sentiment **d'opposition en vain** aux politiques libérales conduites depuis les années 1980 et l'absence de prise en compte du « **non** » au référendum de 2005 sur le Traité établissant une constitution pour l'Europe (TCE) (Della Sudda, 2024).
- L'évolution des modes d'information.

Le Grand débat : un exemple des limites des dispositifs actuels de participation citoyenne

- La **multiplication des dispositifs** depuis les années 1990.
- Sur le principe, des dispositifs qui permettent d'inclure des catégories sociales habituellement éloignées des espaces de décision et qui offrent une participation citoyenne au-delà des temps électoraux.
- Mais des dispositifs limités, souvent peu ou mal articulés à la démocratie représentative et à la décision finale, qui interviennent souvent alors que le projet est déjà élaboré. L'absence de suites concrètes données aux dispositifs. Des limites qui nourrissent la défiance et le ressentiment.

PRÉCONISATIONS

Concevoir une **feuille de route régionale sur les enjeux démocratiques**, fondée sur la complémentarité entre démocratie représentative, démocratie délibérative et démocratie directe, conformément à l'idéal de « démocratie continue » (Dominique Rousseau, 2015).

6 objectifs, traduits en préconisations concrètes

- 1 | Restaurer la confiance envers les responsables politiques et l'action publique (proximité, représentativité, exemplarité, relation aux citoyen·nes, communication ouverte).
- 2 | Restaurer les conditions du dialogue entre représentants et représentés (dignité citoyenne, redevabilité).
- 3 | Engager une réflexion systémique pour faire de la participation citoyenne un véritable levier de démocratisation.
- 4 | Mieux prendre en compte la parole des femmes.
- 5 | Accroître le principe de redevabilité envers la société civile organisée.
- 6 | Faire de l'éducation, de la formation et de la recherche des leviers de renforcement de la cohésion sociale et de la participation citoyenne.

2 engagements du CESER

- 1 | Ouvrir les instances de représentation de la société civile à la participation citoyenne.
- 2 | Améliorer le suivi des préconisations du CESER.

Retrouvez l'ensemble des préconisations plus précises à la fin du rapport

ENJEU 2 : GARANTIR LA CONTINUITÉ TERRITORIALE

DIAGNOSTIC

Des inégalités territoriales toujours prégnantes en Nouvelle-Aquitaine

- **30 minutes** : le temps d'accès moyen aux grands centres urbains en Nouvelle-Aquitaine.
- Des **temps d'accès** entre **3 et 4 fois plus importants** pour les intercommunalités les plus éloignées (DATAR Nouvelle-Aquitaine, 2024).
- **8,2 %** de la population régionale concernée par le **seuil de désertification médicale** en 2021 (+ **44 %** par rapport à 2015) (DATAR Nouvelle-Aquitaine, 2024).
- **850 000** personnes potentiellement en situation d'**illectronisme**.
- **93 %** d'entre elles n'avaient pas utilisé internet au cours de l'année (INSEE, 2023)
- Les personnes **de 75 ans et plus**, majoritairement des femmes, parmi les plus touchées par l'**illectronisme** (INSEE, 2023).

La réduction des marges de manœuvre des collectivités territoriales

- Une remise en cause de l'autonomie financière des collectivités territoriales (des transferts de compétences sans compensation financière suffisante, une demande de contribution aux objectifs de redressement des finances publiques disproportionnée par rapport à la contribution des collectivités au déficit public et au rôle moteur des collectivités dans l'investissement public total).
- Une mise en concurrence des collectivités par la multiplication des appels à projets nationaux.

Les politiques d'aménagement du territoire : une difficile conciliation entre compétitivité territoriale et cohésion territoriale

- Depuis les années 1980, une difficile conciliation entre les objectifs de compétitivité territoriale et de cohésion territoriale.
- Au niveau national, la création de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) et le lancement de programmes nationaux visant à renforcer l'accès aux services publics (France Services), revitaliser les bourgs ruraux, soutenir la réindustrialisation et réduire la fracture numérique.
- Au niveau régional, la cohésion est un des objectifs des grands schémas régionaux et de diverses politiques d'aménagement du territoire, qui s'appuient notamment sur des contrats de territoires selon une approche qui se veut co-construite et différenciée.

PRÉCONISATIONS

1. Rééquilibrer les rapports entre l'État et les collectivités et entre acteurs locaux

- 1 | Rééquilibrer les rapports entre l'État et les collectivités (cible : État) .
- 2 | Renforcer la coopération entre les acteurs locaux (cible : collectivités et leurs groupements ; services déconcentrés).
- 3 | Renforcer la démocratie locale et l'organisation des services publics dans le cadre des regroupements intercommunaux (cible : intercommunalités).

2. Le recours aux droits : ne pas dissocier accès et qualité des services aux publics

- 1 | Poursuivre les efforts en matière de lutte contre le non-recours aux droits (cible : pouvoirs publics).
- 2 | Cibler les actions sur les territoires les plus concernés par la fracture numérique et l'illectronisme (cible : pouvoir publics).
- 3 | Valoriser le rôle des agent-es de terrain en matière de veille territoriale (cible : État).

3. S'appuyer sur les leviers régionaux pour garantir la continuité territoriale en Nouvelle-Aquitaine

- 1 | S'appuyer sur une approche cohérente et stratégique des différents outils régionaux d'aménagement du territoire (SRADDET, CPER, CPIER, Contrats de territoire, appels à projet) (cible : Région) .
- 2 | Améliorer l'accès aux services pour toutes et tous : adopter une approche complémentaire et territorialisée entre renforcement de l'offre de solutions de mobilité et rapprochement des services (cible : Région).

Retrouvez l'ensemble des préconisations plus précises à la fin du rapport

ENJEU 3 : POUR LE RENFORCEMENT DU POUVOIR DE VIVRE ET UNE ÉCOLOGIE SOLIDAIRE

DIAGNOSTIC

L'augmentation des dépenses contraintes

→ 41 % des dépenses totales des ménages pauvres sont des dépenses pré-engagées, 32 % pour les classes moyennes et 28 % pour les classes aisées, en 2017 (INSEE, 2020).

→ Logement, transports et alimentation : principaux postes de dépenses des ménages. Un poids respectif qui varie en fonction de la catégorie sociale et du lieu de résidence.

Se loger, travailler, se nourrir

→ Près de 16 % des ménages en situation de précarité énergétique mobilité en Nouvelle-Aquitaine (Observatoire national de la précarité énergétique, 2023).

La Nouvelle-Aquitaine : une des régions les plus âgées

→ L'indice de vieillissement régional le plus élevé de France, après la Corse, en 2022 (INSEE, 2025).

→ Près de 32 % des Néo-Aquitain·es âgés de 60 ans ou plus (INSEE, 2025).

→ D'importantes différences infrarégionales : la Creuse, le département à la part de retraité·es la plus élevée de France.

La pauvreté des personnes âgées : un enjeu majeur en Nouvelle-Aquitaine

→ Parmi les ménages en situation de pauvreté monétaire, un tiers de retraité·es (INSEE, 2023).

→ Un taux de 50 % de non-recours au minimum vieillesse (DREES, 2022).

→ À 70 ans, un tiers des assuré·es n'ont pas fait valoir tout ou partie de leurs droits (DREES, 2022).

→ Des pensions de retraite toujours inférieures pour les femmes salariées et non-salariées agricoles par rapport à leurs homologues masculins (Mutualité sociale agricole, 2025).

PRÉCONISATIONS

1. Réduire le poids des dépenses contraintes, tout en répondant aux défis écologiques

1 | Réduire les dépenses liées au logement par la rénovation énergétique, l'encadrement des prix des loyers et la limitation des pratiques locatives destinées au tourisme (cible : État, intercommunalités, communes)

2 | En matière de transports, poursuivre les politiques tarifaires préférentielles et renforcer les solutions de mobilité solidaire et inclusive dans les contrats de mobilité (cible : Région, AOM locales)

3 | Renforcer les objectifs et les dispositifs favorisant l'accessibilité pour toutes et tous à une alimentation saine et durable (cible : Région)

4 | Prendre soin de nos aînés et aînées : silver economy, lutter contre le non-recours aux droits (cible : État, départements, Région)

2. Enrayer la dégradation du marché du travail et la précarisation

1 | Engager une réflexion structurante sur le marché du travail :

- Ouvrir une Conférence régionale sur le Travail en réponse aux processus de dégradation des conditions de travail, et aux défis écologiques, technologiques et démographiques.
- Engager une feuille de route sur les métiers du soin et du lien social, entre la Région, l'État, les Conseils départementaux et l'ensemble des partenaires concernés.

2 | Améliorer les conditions de travail et renforcer la démocratie sociale dans les organisations.

3 | Encourager l'organisation à l'échelle nationale d'une Convention citoyenne visant une refondation de la fiscalité française (cible : Gouvernement et CESE).

3. Penser conjointement les politiques écologiques, les problématiques sociales et les enjeux démocratiques

1 | Évaluer en amont (*ex ante*) l'effet des politiques écologiques sur les inégalités sociales et territoriales (cible : pouvoirs publics).

2 | Débuter les travaux de prospective et anticiper une stratégie de long terme qui dépasse l'horizon 2030 (cible : Région).



© Photos : Archives départementales des Deux-Sèvres, fonds 2145 W 2 GJ – Aijffres ; fonds 2145 W 83 – Niorrt
Département des Pyrénées-Atlantiques – AD64 – Pou – 2115 W 10 – Arancou
Archives départementales de la Dordogne, fonds 2124 W 73 – Faux-en-Périgord ; fonds 2124 W 136 –
Monmadalès ; fonds 2124 W 173 – St-André-Allas ; fonds 2124 W 275 – Vitrac
Archives départementales de la Gironde, fonds 5999 W 97 – Beautirant ; fonds 5999 W 357 – Castillon-La-Ba-
taille ; fonds 5999 W 370 – Libourne ; fonds 5999 W 244 – Langon ; fonds 5999 W 320 – Pauillac ; fonds 5999
W 202 – Villeneuve d'Ornon
AdobeStock - Kymgo

VIVRE DIGNEMENT

Les cahiers de doléances exigent toujours une réponse



Au cours du mouvement des Gilets jaunes et du Grand débat national, plus de 2500 cahiers de doléances ont été rédigés en Nouvelle-Aquitaine. Comment ces cahiers ont-ils été pris en compte ? Que nous apprennent-ils sur le vécu et les attentes des Néo-Aquitain-es ? Comment les politiques régionales peuvent-elles y répondre ?

Les cahiers de doléances ont permis une expression riche et diverse de citoyen-nes, y compris de celles et ceux qui n'ont pas l'habitude d'être sollicité-es. Le CESER Nouvelle-Aquitaine s'est efforcé de restituer le plus fidèlement possible cette parole citoyenne, en analysant qui s'est exprimé, où, comment, les thèmes abordés et les principales revendications.

À travers la dénonciation des fractures sociales, territoriales et démocratiques de notre Pays, les contributeurs et les contributrices réclament de vivre dignement de leur travail ou de la solidarité nationale, lorsqu'ils et elles ne sont pas ou plus en capacité de travailler, ainsi qu'une refondation de notre système représentatif, en réaffirmant ses principes fondateurs.

Les doléances exigent des réponses structurelles. Les enjeux soulevés dépassent largement les limites de la Nouvelle-Aquitaine et les compétences régionales. Donner suite aux doléances nécessite une action collective et coordonnée de l'ensemble des acteurs et actrices de l'action publique. Le CESER formule des préconisations pour agir.

Le CESER, l'autre Assemblée de la Région

Le Conseil Économique, Social et Environnemental Régional, l'autre Assemblée de la Région, assume un rôle consultatif auprès du Conseil régional. C'est une institution composée de femmes et d'hommes engagés, placée aux côtés du Conseil régional pour améliorer l'action publique par des propositions qui éclairent la décision politique. Riche de la diversité de ses membres, l'Assemblée rassemble une représentation fidèle de la société civile organisée.

Téléchargez le rapport ;
Écoutez des extraits audios
des doléances !



ceser
RÉGION
NOUVELLE-
AQUITAINE



Ceser Nouvelle-Aquitaine

ceser-nouvelle-aquitaine.fr

SITE DE BORDEAUX

14 rue François de Sourdis
CS 81383
33077 Bordeaux Cedex
Tél. 05 57 57 80 80

SITE DE LIMOGES

27 boulevard de la Corderie
CS 3116
87031 Limoges Cedex 1
Tél. 05 55 45 19 80

SITE DE POITIERS

15 rue de l'Ancienne Comédie
CS 70575
86021 Poitiers Cedex
Tél. 05 49 55 77 77